



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

**Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN**

CAEN, le 14/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRIQUETERIE LAGRIVE

La Briqueterie
RD 613
14100 Glos

Références : 2023-722

Code AIOT : 0005300039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement BRIQUETERIE LAGRIVE implanté La Briqueterie RD 613 14100 Glos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral du 14/06/1999 au titre principalement de la rubrique n° 2510, correspondant à l'extraction d'argile. Cet arrêté a été complété et modifié par des arrêtés de 2010 et 2017.

Au titre du plan pluriannuel de contrôle, cet établissement doit faire l'objet d'une visite d'inspection au moins tous les 7 ans. Compte tenu de la date de la dernière inspection, une nouvelle inspection devait être menée cette année.

Compte tenu de l'activité de cet établissement qui reste la fabrication de briques avec une période d'excavation douce et de façonnage des briques durant 6 mois et une période de cuisson les 6 autres mois de l'année, l'enjeu reste le remblayage au moyen de déchets inertes pour la remise en état de la carrière. L'inspection s'est d'abord rendue sur les lieux de l'extraction et a terminé par la visite de l'atelier de maintenance de la briqueterie en vérifiant notamment les rétentions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIE LAGRIVE
- La Briqueterie RD 613 14100 Glos
- Code AIOT : 0005300039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la briqueterie Lagrive regroupe à la fois l'usine de fabrication de briques ainsi que l'activité d'extraction d'argile de la carrière entrant dans le processus de fabrication.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques
- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 13.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 22-2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 6	/	Mise en demeure, déchets	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 3.3	/	Sans objet
4	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 18.1		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir des plans récents de la carrière. L'intervention prochaine d'un géomètre permettra de résoudre le problème et une réfection du bornage sera mise en place.

Les inspecteurs ont constaté la présence d'un entreposage de déchets non dangereux mais non inertes (des blocs de béton ferrailé). L'arrêté préfectoral de l'exploitant ne l'autorisant pas à entreposer ce type de déchets, un arrêté de mise en demeure va être proposé à Monsieur le Préfet afin de fixer un délai de 4 mois maximum pour leur évacuation.

En termes de réception de déchets inertes nécessaires au remblaiement de la carrière, l'exploitant n'a pas encore mis en place de procédure d'acceptation préalable (PAP). Les producteurs de déchets qui apportent leurs déchets sur le site de la carrière ne sont actuellement pas contraints de remplir un document d'acceptation préalable (DAP) reprenant des éléments contenus dans cette procédure. Indépendamment de l'entreposage de déchets non dangereux non inertes abandonnés, l'absence de PAP et de DAP constituent un écart important pour lequel l'inspection va également proposer de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la réglementation des déchets applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières à jour
Prescription contrôlée : Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1. Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : Le montant des garanties financières a bien été actualisé pour la période 2019-2024. Néanmoins, l'indice TP01 ayant augmenté de plus de 15%, il conviendra de recalculer le montant de ces garanties au printemps 2024 pour la prochaine phase quinquennale 2025-2029
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 12
Thème(s) : Autre, mise à jour du plan
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie sera établi par l'exploitant. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état, Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et copie en sera adressée à la Direction Régionale de l'industrie, de la Recherche et de l'Environnement.
Constats : Un plan d'échelle actualisé de la carrière n'a pas été fourni. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il avait contractualisé avec un géomètre et que ce dernier devait intervenir très prochainement (29/11). L'Inspection a demandé à pouvoir disposer de plans sous grands formats papiers et/ou sous formats informatiques, car les plans présentés au format A4 ne permettent pas une lecture facile. L'exploitant s'est engagé à fournir les plans demandés sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 13.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande-des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. Cette prescription devra être respectée pour fin septembre 1999. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : Le plein des engins et dans le cas présent celui de la pelleteuse qui est utilisée pour l'extraction, n'est pas réalisé sur une aire étanche. Il est réalisé par un moyen mobile : un tracteur avec sa remorque sur laquelle est positionnée une cuve double paroi de 1000 L contenant le carburant. Le plein de carburant est réalisé une fois par semaine pendant la période d'extraction de mai à octobre. L'exploitant a justifié post-inspection de l'achat de boudins absorbants et d'un kit anti-pollution en cas de fuite. A cet égard, une consigne d'exploitation devra indiquer la disponibilité

de ces moyens lors des opérations de ravitaillement.

A l'intérieur de l'usine, au niveau de l'atelier d'entretien et de réparation, l'inspection a constaté l'absence de rétention sur une partie du stock de bidons contenant des produits dangereux. L'exploitant a justifié post-inspection l'achat de bacs, photos à l'appui. Les règles de conditionnement des différents produits au sein d'une même rétention ont été rappelées à l'exploitant ainsi que les volumes que ces dernières doivent être en mesure de contenir.

Un stock d'au moins une douzaine de bidons usagés a été identifié. L'exploitant s'est engagé à les faire évacuer via un opérateur agréé. Un bordereau de suivi de déchets sera transmis à l'inspection. A cette fin l'inspection a informé l'exploitant sur l'utilisation de track déchets et du suivi numérique des BSDD. L'exploitant a indiqué qu'il allait se renseigner pour se conformer à la réglementation en se faisant accompagné du CPIA au besoin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sécurité publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 18.1

Thème(s) : Risques accidentels, accès au site

Prescription contrôlée :

L'accès et les abords de toute zone dangereuse de la carrière devront être interdits par une clôture solide et efficace. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le où les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" seront mis en place sur les voies d'accès L'accès à la carrière sera contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.

Constats :

Sur le périmètre de la carrière, la clôture puis le fossé recouvert par une végétation suffisamment dense, permettent d'empêcher toute intrusion sur le site.

L'inspection a constaté la mise en place de panneaux (chantier interdit au public) sur les voies d'accès. L'entrée principale du site (côté briqueterie) est verrouillée en dehors des heures d'ouverture (8h-17h). La seconde entrée (côté carrière) est fermée en permanence.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 22-2

Thème(s) : Risques accidentels, bornage

Prescription contrôlée :

L'exploitant procédera au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 ci-dessus. Des bornes seront placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage sera adressé à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Basse-Normandie. Ces bornes facilement visibles et accessibles, devront demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux

d'exploitation et de remise en état du site. À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indiquera la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui devront se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite sera matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur
Constats : Les inspecteurs ont noté l'absence de bornage sur certains secteurs. Avec l'intervention prochaine d'un géomètre (prévue pour le 29/11), l'exploitant a assuré que l'ensemble du bornage serait restauré.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, remblaiement de l'excavation par des apports extérieurs
Prescription contrôlée : (...) Les apports extérieurs de matériaux feront l'objet d'un suivi avec émission d'un bordereau pour chaque chargement. Le bordereau de suivi indique la provenance, la destination, la nature des matériaux avec attestation de leur caractère inerte, la quantité et l'immatriculation des véhicules de transport utilisés. L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Le déversement direct d'un chargement dans l'excavation à remblayer, est interdit. Celui-ci doit s'opérer sur une plateforme d'accueil pour permettre le contrôle de sa composition.
Constats : Chaque bordereau de livraison d'apports extérieurs de matériaux inertes comporte les caractéristiques attendues plus haut et les données sont reportées dans un registre papier que l'exploitant a présenté à l'inspection. Néanmoins, avec l'évolution de la législation et en particulier avec l'arrêté du 12/12/2014, l'exploitant, pour une livraison ou une série de livraisons reçue d'un même type de déchets, se doit de demander au producteur de déchets un document d'acceptation préalable (DAP), ce qui n'est pas le cas actuellement. Ce DAP doit contenir par exemple un item concernant l'origine exacte des déchets (coordonnées GPS) afin de prévenir tout risque de recevoir des déchets provenant d'un site contaminé. En parallèle, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'accueil des déchets inertes, l'exploitant devra mettre en place une procédure d'acceptation préalable (PAP). Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure pourront être admis et stockés sur l'installation. A cet égard, la présence de croûtes d'enrobés constatées par l'inspection sur la zone de remblayage, le justifie. Il a été confirmé à l'exploitant post-inspection qu'il pouvait les accueillir en s'assurant qu'elles ne contiennent pas de goudron. Cette procédure devra rappeler la nécessité d'un contrôle visuel à l'entrée du site et lors du

déchargement sur l'aire réservée à cet effet. L'exploitant a indiqué à ce sujet qu'il ne recourait pas au contrôle visuel à l'entrée du site, ni au moment du déchargement ce qui constitue un écart. Néanmoins, avant de pousser les déchets dans l'excavation, l'exploitant retire le cas échéant les déchets inappropriés (plastiques principalement). Le résultat du contrôle visuel correctement réalisé devra figurer dans le registre.

L'inspection a rappelé que les données du registre concernant l'accueil de terres excavées devront être versées par la suite dans le fichier RNDTS (Registre National Des Terres et Sédiments) ; les déchets reçus doivent normalement être saisis à partir du 1er janvier 2023).

L'exploitant a indiqué qu'il allait se conformer à la réglementation et qu'il se ferait accompagner par le CPIA. Suite à l'inspection et à la réunion de son association, l'exploitant a suspendu les livraisons d'inertes.

En tout état de cause, l'absence de DAP et de PAP constitue un écart important par rapport à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, écart qui sera repris dans le projet de mise en demeure développé au point suivant.

Concernant la stabilité du massif de remblayage, des améliorations sont à apporter. La simulation du détachement d'un bloc effectué par les inspecteurs, a entraîné celui-ci dans la zone de travail de l'excavation. Afin d'éviter un accident, la zone de travail doit être protégée par des mesures de sécurité (établissement d'un périmètre de sécurité ou l'édification d'un merlon).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 6

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière ou de l'atelier de fabrication de céramiques et de réfractaires, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, devra être porté à la connaissance de Monsieur le Préfet du Calvados.

Constats :

Les inspecteurs ont constaté la présence d'un tas de béton ferrailé entreposé depuis au moins 4 ans. Interrogé sur le devenir de ce tas, l'exploitant a indiqué que ce stock ne peut pas être mis en attente sans concassage et criblage préalable. Son arrêté actuel ne l'autorisant ni à stocker définitivement, ni à entreposer des déchets non dangereux non inertes (armatures de béton), ni à concasser et cribler des déchets, ces déchets doivent être évacués sous 4 mois. Un arrêté de mise en demeure va être proposé à Monsieur le Préfet à cette fin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 4 mois